

PÉNINSULE CORÉENNE

Face à Pyongyang, Séoul oscille entre fermeté et retenue

lundi 29 novembre 2010, par [PONS Philippe](#) (Date de rédaction antérieure : 25 novembre 2010).

La politique de rapprochement conduite jusqu'en 2008 par la Corée du Sud avec son voisin du Nord n'a pas produit de résultats. Mais la ligne dure adoptée depuis montre aussi ses limites.

Un calme non exempt d'incertitude règne dans la péninsule sud-coréenne au lendemain du tir d'artillerie nourri entre les deux Corées qui a fait, mardi, deux morts parmi les soldats sud-coréens, au moins deux morts civils et une quinzaine de blessés.

Les deux parties s'accusent mutuellement d'être à l'origine de ces bombardements - l'un des plus graves incidents depuis la signature de l'armistice de 1953 - et se menacent de « *sévères représailles* ». Tout en qualifiant les tirs nord-coréens d'« *acte belliciste* », Séoul et Washington cherchent à éviter une escalade.

Selon Pyongyang, ces tirs d'une centaine d'obus ont été la riposte à des manœuvres militaires du Sud, proches de ses côtes. Après avoir envoyé plusieurs messages demandant l'arrêt de ces exercices, l'artillerie nord-coréenne a ouvert le feu sur la petite île d'Yongpyong, située en mer Jaune à une dizaine de kilomètres au large de ses côtes (LT du 24.11.10). Selon le *New York Times*, le vice-ministre de la Défense sud-coréen, Lee Yong-gul, a reconnu que des exercices de tir par des forces sud-coréennes avaient bien eu lieu dans la zone. Ces manœuvres mobilisent 70 000 hommes.

« Zone de pêche de paix »

Le Nord ne conteste pas la souveraineté du Sud sur le chapelet d'îles dont fait partie Yongpyong, mais ne reconnaît pas la ligne maritime nord prolongeant en mer la zone démilitarisée qui sépare les deux Corées, laquelle a été tracée unilatéralement par le commandement des Nations unies en 1953.

A la suite du sommet intercoréen de 2007, les deux pays s'étaient entendus pour créer une « *zone de pêche de paix* » dans cette partie de la mer Jaune. Avec l'arrivée au pouvoir en 2008 du président Lee Myung-bak, qui a adopté une ligne dure vis-à-vis de Pyongyang, ce projet n'a jamais eu de suite. Des affrontements meurtriers entre les marines des deux pays ont eu lieu en 1999, 2002 et 2009.

Pour Séoul, le Nord a délibérément bombardé l'île d'Yongpyong, dont la population civile (1500 personnes) est constituée de pêcheurs. Un millier de soldats sont stationnés sur ce petit territoire, truffé, sur sa côte nord, de pièces d'artillerie et de bunkers. Il s'agit d'une violation de l'armistice de 1953, estime la Corée du Sud.

Aucun traité de paix n'étant intervenu par la suite, les deux Corées sont techniquement en état de guerre. On ignore les dégâts causés au Nord par le tir de riposte du Sud. Le président Lee a donné l'ordre de frapper la base de missiles nord-coréenne proche de la côte faisant face à l'île

d'Yongpyong en cas de nouvelle provocation.

En dépit des risques de dérapage et d'une montée de fièvre de la presse conservatrice qui appelle à faire preuve de fermeté « *face à un chien fou* » (dans le quotidien *Dong-A*) et qualifie le bombardement nord-coréen de « *crime de guerre* » (dans le quotidien *Chosun*), la population sud-coréenne ne semble pas plus inquiète que d'habitude : depuis des décennies, elle vit sous la menace d'incidents répétés, plus ou moins graves, avec le Nord. Pour l'instant, des représailles du Sud semblent écartées en raison de l'escalade qu'elles entraîneraient (dommages matériels et pertes de vies humaines). Comme dans le cas du naufrage, en mars, de la corvette sud-coréenne Cheonan (46 morts), torpillée par le Nord selon les résultats d'une enquête internationale - non endossés par la Chine ni par la Russie, et rejetés par Pyongyang -, la Corée du Sud et ses alliés américain et japonais n'ont pas beaucoup d'options.

Politique « perverse »

Condamnation et sanctions n'ont guère d'effets sur un régime déjà mis au ban de la communauté internationale. Et se pose une nouvelle fois la question : est-il plus efficace d'acculer le régime en l'isolant, ou bien faut-il chercher à négocier sur des bases acceptables ? Le président Lee Myung-bak a choisi la première option. Et l'administration Obama n'a guère fait preuve d'initiative sur la question.

Dans son dernier Livre blanc sur la diplomatie, Séoul condamne la politique de rapprochement Nord-Sud poursuivie de 1998 à 2008 par les gouvernements de centre gauche, qui est qualifiée de « *perverse* », car, en dépit de l'aide du Sud, le Nord n'a fait aucune concession. Des voix se font néanmoins entendre au Sud qui appellent à une politique sinon plus conciliante, du moins plus efficace en termes de prévention des risques de conflit.

P.-S.

* Publié dans Le Monde, Jeudi 25 novembre 2010.